

## Présentation des Travaux Dirigés – Introduction à l'économie

### Contenu, déroulement et attentes du TD

Chacun des Travaux Dirigés (TD) aborde un **thème** particulier en rapport avec le Cours Magistral (CM) (voir le plan des TD à la page suivante). Des travaux pratiques (exercices, documents à commenter...) vous sont proposés pour chacun de ces thèmes.

Il vous est demandé lors de chaque séance de TD d'effectuer un certain nombre de travaux (exercices, questions sur les textes...).

Les TD sont aussi l'occasion de traiter des problèmes que vous avez rencontrés et de poser des questions sur des points non compris. Donc n'hésitez pas à prendre la parole !

### Évaluation

3 TD sont consacrés à la **1<sup>ère</sup> évaluation**.

-Le premier test / contrôle aura lieu très rapidement, à savoir au **TD n°4**. Il a pour but d'évaluer votre niveau général en économie et d'identifier vos besoins.

-Le second test / contrôle aura lieu au **TD n°9**.

-Enfin, le troisième test / contrôle aura lieu au **TD n°13**.

La **moyenne des trois notes déterminera votre note de la 1<sup>ère</sup> évaluation** de l'UE **Introduction à l'économie**. Dès lors que votre note est égale ou supérieure à 10 / 20 à l'issue de cette **1<sup>ère</sup> évaluation**, l'UE **Introduction à l'économie** est **acquise**.

Il vous est donné la possibilité d'avoir une seconde note lors d'une **2<sup>nde</sup> évaluation** (semaine du 20 au 24 février).

A l'issue de cette **2<sup>nde</sup> évaluation** :

-Concernant les étudiants ayant une note égale ou supérieure à 10 / 20 à la **1<sup>ère</sup> évaluation** et qui auraient décidé de passer cette **2<sup>nde</sup> évaluation**, la meilleure note est retenue.

-Concernant les étudiants ayant obtenu une note inférieure à 10 / 20 à la **1<sup>ère</sup> évaluation** et qui ont une note égale ou supérieure à 10 / 20 à l'issue de la **2<sup>nde</sup> évaluation**, l'UE **Introduction à l'économie** est **acquise**.

## Plan des TD

TD n°1-2 : Notions de base

TD n°3 : Indice des prix et pouvoir d'achat

TD n°4 : 1<sup>er</sup> contrôle

TD n°5-6 : Marché du travail

TD n°7-8 : Consommation, épargne et investissement

TD n°9 : 2<sup>ème</sup> contrôle

TD n°10-11-12 : L'Etat et la macroéconomie

TD n°13 : 3<sup>ème</sup> contrôle

## Bibliographie indicative

Delas J.-P., 2009, *Économie contemporaine. Faits, concepts, théories*, Paris, Ellipses.

Généreux J., 2004, *Économie politique. 1. Concepts de base et comptabilité nationale*, Paris, Hachette.

Stiglitz J. E., C. E. Walsh, J.-D. Lafay, 2007, *Principes d'économie moderne*, Bruxelles, De Boeck.

Sites Internet : [www.alternatives-economiques.fr](http://www.alternatives-economiques.fr) ; [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

## TD n°1-2 - Notions de base

Ces fiches de TD reprennent des éléments compris dans les ouvrages suivants : J. Généreux, Économie politique. 1. Concepts de base et comptabilité nationale, Paris, Hachette, 2004, chapitre 5 et J. Brémont : Les pièges de l'argumentation en économie, Liris, 1996. Voir aussi le site de l'INSEE : [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

### 1-Nominale / Réelle

Une série statistique *nominale* représente la valeur monétaire de la (ou des) variable(s) étudiée(s). Elle est mesurée à *prix courants*, c'est-à-dire les prix affichés en vigueur à la date d'observation. D'autres expressions peuvent être utilisées comme « *en valeur* », « *à prix courants* » ou en « *euros courants* ». Elles désignent la même chose.

L'évolution d'une variable nominale peut donc résulter d'un changement dans les quantités et / ou dans les prix. Par exemple, lorsque les salaires nominaux augmentent, cela peut résulter d'une hausse des quantités de biens que l'on peut acheter et / ou d'une baisse des prix moyens des biens.

Une série statistique *réelle* ne tient compte que de l'évolution des quantités en maintenant constant les prix. D'autres expressions peuvent être utilisées comme « *en volume* », « *à prix constants* », « *en euros constants* »...

Le Produit Intérieur Brut (PIB) par exemple (voir ci-dessous) mesure la valeur des biens et services produits sur le territoire d'un pays au cours d'une période donnée, on distingue :

- le PIB en valeur ou nominal qui est évalué aux prix de l'année en cours (PIB à prix courants)
- le PIB réel ou en volume qui est évalué aux prix d'une année donnée choisie comme année de base (PIB à prix constants). On multiplie pour obtenir le PIB réel les quantités produites par les prix d'une année de base et non par les prix de l'année en cours.

### Exercice 1

Comment expliquez-vous l'écart entre l'évolution du PIB en valeur et celle en volume ?

Évolution du PIB en France (évolution par rapport à l'année précédente en %)

	En valeur	En volume
2000	5,4	3,9
2001	3,9	1,9
2002	3,4	1,0
2003	3,0	1,1
2004	4,1	2,5
2005	4,0	1,9
2006	4,7	2,2
2007	4,7	2,2

r : données révisées, p : données provisoires

Champ : France métropolitaine, DOM

Source : Insee, comptes nationaux – base 2000

### 2-Grandeurs absolues, grandeurs relatives

L'évaluation d'une variable est souvent exprimée en niveau *relatif*, c'est-à-dire comparée à une autre et non en niveau *absolu*. On exprime par exemple le déficit public en pourcentage du PIB, les prélèvements obligatoires (cotisations sociales et impôts) en pourcentage du PIB, le chômage en pourcentage de la population active...

Une grandeur *absolue* est exprimée en unités physiques (habitants, tonnes...) ou monétaires (euros, dollars...) alors qu'une grandeur relative exprime une proportion, c'est-à-dire le résultat d'un rapport entre deux grandeurs absolues ou entre deux grandeurs relatives.

### Exercice 2

« Selon l'INSEE, le taux d'épargne des ménages français représentait 18,7 % de leur revenu disponible en 1970 et 12 % en 1990 ». Doit-on en conclure que les français épargnaient moins en 1990 qu'en 1970 ?

Un *pourcentage* est une grandeur *relative*. Il ne faut pas traiter les pourcentages comme des grandeurs absolues. Par exemple, si le taux de croissance du PIB passe de 4 % à 2 % d'une année à l'autre, on commet un contresens si l'on conclut que le PIB a baissé. Il a augmenté mais moins rapidement.

Un pourcentage peut permettre de mesurer le poids relatif d'un élément par rapport à un ensemble dont il fait partie comme le taux de chômage qui correspond à la proportion de chômeurs dans la population active (les chômeurs sont inclus dans la population active).

Un pourcentage peut aussi permettre de mesurer la variation relative d'une grandeur comme le taux de variation du PIB sur une période (qui correspond au taux de croissance) en

rapportant la variation absolue du PIB sur la période au PIB du début de période. Il ne faut donc pas confondre un pourcentage exprimant une répartition (taux de chômage) avec un pourcentage exprimant une variation (taux de variation du PIB)

*Variation absolue* d'une variable entre deux dates = *Valeur d'arrivée* – *Valeur de départ*

*Taux de variation* (taux de croissance) d'une variable entre deux dates (variation exprimée en pourcentage de la valeur de départ) =  $[(\text{Valeur d'arrivée} - \text{Valeur de départ}) / \text{Valeur de départ}] * 100$

En termes pratiques, pour passer d'une écriture décimale à une écriture en pourcentage, on pousse la virgule de deux chiffres vers la droite et on rajoute le signe %. Le résultat est la même proportion, simplement écrite autrement. Par exemple, il y a trois façons d'écrire la proportion de titulaires d'un bac ES en 1<sup>ère</sup> année d'AES en 2010-2011 :

$$\frac{308}{803} = 0,3836 = 38,36\%$$

De même, pour passer de l'écriture en pourcentage à l'écriture décimale, on pousse la virgule de deux chiffres vers la gauche et on retire le signe %.

### Exercice 3

Traduire en pourcentage ou en décimal, selon le cas :

0,34 ; 0,005 ; 1,5 ; 4 ; 1/2 ; 3/4 ; 27/13 ; 15% ; 23568,56% ; 0,01%

### Exercice 4

Vous avez ci-dessous le niveau du PIB à prix courants en Milliards d'Euros entre 2000 et 2007. Déterminez pour chaque année à partir de 2001 le taux de croissance du PIB à prix courants ? Est-ce que le PIB a baissé en 2002 ? en 2003 ?

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
1 441,4	1 497,2	1 548,6	1 594,8	1 660,2	1 726,1	1 807,5	1 892,2

Source : INSEE

On peut aussi exprimer les variations d'une variable à l'aide d'un *coefficient multiplicateur* ou *diviseur* entre deux dates : *Valeur finale* / *Valeur initiale*.

Lorsqu'une production d'une entreprise entre le début de l'année 2006 et le début de l'année 2007 augmente de 1 000 000 unités à 1 250 000 unités, cette production est multipliée par  $1\,250\,000 / 1\,000\,000 = 1,25$ . Le choix de l'utilisation du taux de variation ou du coefficient multiplicateur ou diviseur pour rendre compte d'un écart relatif dépend de l'importance de l'écart. Si celui-ci est faible, il est préférable d'utiliser le taux de variation (« le PIB a augmenté de 4 % au cours de la dernière année ») et non « il a été multiplié par 1,04 ». Inversement, si l'écart relatif est important, il vaut mieux utiliser le coefficient multiplicateur ou diviseur : « la production a été multipliée par 5 » et non « a augmenté de 400 % ».

Lorsque le taux de variation d'une variable augmente de x %, son coefficient multiplicateur est égal à :  $1 + (x / 100)$

### Attention

-On ne peut pas additionner ou soustraire des pourcentages sauf s'ils sont calculés par rapport au même total.

-Les hausses et les baisses d'une même variable en pourcentage n'ont pas des effets symétriques sur les valeurs absolues. Par exemple, si le prix d'un bien qui vaut 100 euros a augmenté de 20 % l'année 1 et diminué de 20 % l'année 2, il ne retrouve pas son niveau d'origine car la baisse est calculée par rapport à un prix plus important : le prix augmente de 20 euros au cours de l'année 1, donc s'établit à 120 puis baisse de  $(120 \times 0,2) = 24$  euros, donc s'établit à 96 euros.

-On ne cumule pas les taux de variation par addition mais par multiplication des coefficients multiplicateur ou diviseur correspondants.

### Exercice 5

Le PIB en France a augmenté de 2,3 % en 2004 et de 1,6 % en 2005. Quelle a été la variation au total ?

Plutôt que de calculer le *taux de variation* (taux de croissance) sur la période complète, on peut préférer déterminer un *taux de variation* (taux de croissance) *moyen annuel*. Pour cela, il faut calculer la moyenne géométrique et non la moyenne arithmétique. Dans l'exemple précédent, le taux de variation moyen annuel est obtenu en déterminant la racine carrée du produit des deux coefficients multiplicateurs, c'est-à-dire  $(1,023 \times 1,016)^{1/2} = \sqrt{1,023 \times 1,016} = 1,0194$ , soit un taux de variation moyen annuel de 1,94 %.

*Taux de variation* (taux de croissance) *moyen annuel* d'une variable sur une période de n années =  $\sqrt[n]{y} = y^{1/n}$ , avec  $y=1+x$  où x est le taux de variation de la variable considérée.

### Exercice 6

En reprenant le tableau de l'exercice 4, déterminez le taux de variation (ou taux de croissance) moyen annuel sur la période considérée (2 méthodes possibles)

On peut aussi préférer une présentation sous forme d'*indices* qui est une autre grandeur *relative*. Un indice élémentaire en base 100 est le coefficient multiplicateur ou diviseur d'une variable par rapport à une année de base, multiplié par 100. Le coefficient multiplicateur ou diviseur est lui-même un indice élémentaire en base 1.

La présentation sous forme d'indices permet de comparer l'évolution de deux variables différentes sur une période donnée, l'évolution du PIB et de la consommation par exemple.

On peut passer d'une *série statistique nominale* à une *série réelle* si on connaît l'évolution des *prix* qui peut être mesurée par un *indice représentatif* de cette évolution des prix. On dit que l'on « *déflate* » une série, c'est-à-dire que l'on élimine l'effet de l'inflation sur une série nominale pour déterminer une série réelle. Si par exemple, la production des biens en valeur

d'une entreprise a augmenté de 23 % d'une année sur l'autre alors que l'indice des prix affiche une augmentation de 8 % sur la même période, alors l'augmentation en volume de la production est de :  $[(123 / 108) - 1] * 100 = 13,9 \%$ .

On peut utiliser la méthode par les *prix constants*, c'est-à-dire qu'on multiplie les quantités de biens produites par l'entreprise au cours de l'année écoulée (n+1) par les prix de l'année antérieure (n) au lieu de les multiplier par les prix de l'année (n+1). Si par exemple, les quantités produites en n sont de 50 au prix de 10 et en n+1 de 70 au prix de 12,

-la production en valeur a augmenté de :  $[(70 * 12) / (50 * 10)] - 1 * 100 = ([840 / 500] - 1) * 100 = 68 \%$

-la production en volume a augmenté de  $[(70 * 10) / (50 * 10)] - 1 * 100 = ([700 / 500] - 1) * 100 = 40 \%$

### Exercice 7

Quel est le taux d'intérêt réel des obligations si le taux d'intérêt nominal est de 9 % alors que le taux d'inflation est de 8 % ?

### Exercice 8

Soit une économie simplifiée produisant 2 biens, B1 et B2. Le tableau ci-dessous fournit les quantités produites et les prix des deux biens au cours des années 2006 et 2007.

		Quantités produites (unités)	Prix (en euros)
2006	B1	1400	75
	B2	35 000	1,55
2007	B1	1450	76
	B2	40 000	1,45

a- Déterminez le PIB nominal en 2006 et en 2007. Quel est le taux de variation en pourcentage du PIB nominal entre 2006 et 2007 ?

b- En utilisant les prix de 2006 comme base quelle est la valeur du PIB réel en 2006 et en 2007 ? Quel est le taux de variation en pourcentage du PIB réel entre 2006 et 2007 ?

### 3-Corrélation et causalité

Les statistiques permettent de quantifier les relations entre plusieurs variables. Cette approche conduit fréquemment à des analyses en termes de *corrélation*. Pour se repérer, il importe de comprendre ce qu'est une corrélation, de repérer concrètement l'existence de corrélations, de *distinguer corrélation et causalité*, de percevoir les relations entre l'analyse théorique et l'analyse en terme de corrélation.

Il y a corrélation entre deux variables lorsqu'elles évoluent globalement soit dans le même sens, soit en sens opposé, soit au même rythme, soit selon des modifications simultanées de rythme. Une corrélation est forte si elle est presque toujours vérifiée par les données statistiques disponibles. Elle est faible si le nombre de contre-exemples (ou l'ampleur des écarts par rapport à la corrélation parfaite) est élevé. Les statisticiens déterminent à partir de quel moment les écarts deviennent trop importants pour qu'on puisse estimer qu'il n'y a pas corrélation. En pratique, on s'intéresse aux corrélations fortes.

La corrélation peut traduire une relation de causalité entre les variables mais il peut aussi y avoir corrélation sans relation de causalité. Ainsi, supposons que la consommation d'énergie soit corrélée avec le nombre de lettres distribuées par la Poste ; il n'y pas de lien logique reliant directement ces variables, on ne doit donc pas supposer dans ce cas qu'il existe une relation de causalité. Dans ce type de cas, il est fréquent que la corrélation s'explique par le fait que chacune des variables soit en relation avec une troisième, ici la croissance économique.

Quand la théorie retient une relation entre deux variables, par exemple la relation entre consommation et revenu, si une corrélation existe, elle constitue un argument qui appuie l'analyse théorique ; en revanche, l'absence de corrélation est un argument contre la théorie. Toutefois l'absence de corrélation peut être liée à l'interférence ponctuelle d'un autre facteur, il faudra donc être prudent avant de conclure à l'absence de toute corrélation.

L'existence d'une corrélation peut aussi induire une analyse théorique. Ainsi, l'économiste néo-zélandais Phillips ayant constaté dans les années cinquante une relation inverse entre le taux de variation des salaires et le taux de chômage, des économistes keynésiens s'appuyèrent sur cette corrélation pour soutenir l'idée qu'il existe un dilemme entre inflation et chômage : un faible taux de chômage ne peut être obtenu que si l'on accepte un peu d'inflation. Des économistes néo-classiques firent valoir que dans les années 1970-80, on ne constatait plus la même corrélation, ce qui dans leur esprit invalidait l'analyse. Les défenseurs de l'analyse en termes de dilemme inflation-chômage répondirent que si la corrélation était moins visible, c'est qu'elle était momentanément perturbée par l'interférence d'autres variables (chocs pétroliers...), mais que la thèse du dilemme restait valable.

Si la corrélation relève de l'observation des données, la démonstration d'un lien de causalité met en jeu des mécanismes qui s'appuient sur des relations logiques auxquelles peuvent être opposés d'autres raisonnements. Quand on recherche une relation de causalité, il ne faut pas oublier d'envisager une relation de A vers B, mais aussi de B vers A. On ne peut déduire d'une corrélation l'existence d'un lien de causalité que si, d'une part, on peut relier les variables par une relation logique, et que si d'autre part, on a éliminé la possibilité d'une interférence avec une autre variable. Par ailleurs, il faut aussi s'être assuré que le nombre de cas retenus pour établir la corrélation est suffisamment important pour être significatif.



### Exercice 9

Soit le tableau suivant :

Taux de croissance du PIB et de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) en France, en %

Année	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
PIB	2,5	0,7	1,3	1,9	2,5	2,3	4,5	4,3	2,5	0,7	1,2	-0,9
FBCF	-1,2	-4,1	-3,0	3,0	4,6	4,7	9,1	7,6	2,8	-1,6	-2,8	-6,5

a- Y a-t-il des périodes au cours desquelles quand la croissance économique s'accélère l'investissement augmente ?

b- Peut-on trouver des exemples montrant que, lorsque la croissance économique ralentit, l'investissement décroît ?

c- Que peut-on alors affirmer à propos du sens d'évolution de ces deux variables ?

d- Que constate-t-on en ce qui concerne les amplitudes d'évolution de ces deux variables ?



## TD n°3 - Indice des prix et pouvoir d'achat

Vous lirez attentivement cette présentation avant de faire les exercices, commentaires du texte et des tableaux : L'indice des prix à la consommation de l'INSEE<sup>1</sup>, éléments d'explication.

Comme tout indice, l'indice des prix à la consommation mesure non pas un niveau pour une période déterminée, mais la variation de ce niveau entre deux périodes. Il mesure cette variation non pas en valeur absolue, mais en valeur relative.

### 1. Variation et non pas niveau

Lorsqu'on dit que, sur base 100 en 1980, l'indice de la viande de mouton est en décembre 1985 de 147,5 et celui du riz de 181,3, cela ne veut pas dire que le riz est plus cher que le mouton, ce qui n'aurait d'ailleurs aucun sens.

Cela signifie qu'entre 1980 et 1985 par exemple, le prix du riz a nettement plus augmenté que le prix du mouton : + 81,3 % pour le riz et + 47,5 % pour le mouton.

### 2. Augmentation en moyenne annuelle et en glissement

Un calcul en glissement est un calcul qui est fait à partir de la valeur d'une variable à un moment t. Par exemple, de décembre 1984 à décembre 1985, l'indice de prix du faux-filet est passé de 147,3 à 151,2.

Il a donc augmenté de

$$\frac{151,2 - 147,3}{147,3} = 0,026 \text{ soit } 2,6\%$$

Un calcul en moyenne est un calcul fait à partir de la moyenne des indices de prix sur une année. Par exemple, la moyenne des indices de prix du faux-filet en 1985 (moyenne arithmétique simple des douze indices mensuels) est de 149,2. En 1984 cette moyenne avait été de 146,1.

En prenant ces moyennes, on peut dire que l'indice des prix du faux-filet a augmenté entre 1984 et 1985 de

$$\frac{149,2 - 146,1}{146,1} = 0,021 \text{ soit } 2,1\%$$

---

<sup>1</sup> Le paragraphe ci-dessous s'appuie sur *Pour comprendre l'indice des prix*, INSEE.

3. **Le panier de biens** : pour évaluer l'évolution des prix des biens consommés par les ménages (indice des prix à la consommation), il convient de prendre en compte l'évolution d'un ensemble de biens que l'on appelle un panier de biens. Ce panier a toujours un caractère arbitraire. En effet, chaque ménage a une consommation spécifique, personne ne consomme les mêmes quantités de biens. L'INSEE prend la consommation moyenne des ménages français pour chacun des 265 biens qui rentrent dans la composition de l'indice des prix à la consommation, afin d'attribuer des pondérations à ces 265 biens.
4. **La dépense** : le calcul de l'indice des prix est distinct du calcul de l'évolution de la dépense. En effet, il existe deux causes à l'augmentation de la dépense :
  - Premièrement l'augmentation des prix des biens et services ;
  - Deuxièmement l'augmentation de la richesse nationale (de la quantité de biens et services produits).

Lorsque la dépense est égale aux salaires, comme c'est le cas dans l'exemple ci-dessous, l'indice d'évolution de la dépense correspond à l'indice d'évolution du salaire nominal. Autrement dit, l'indice d'évolution du salaire nominal ne dit rien sur l'évolution du pouvoir d'achat des salaires (évolution de la quantité de biens que l'on peut acheter avec son salaire), mais nous informe sur l'évolution de la dépense (et de l'épargne, lorsque le salaire nominal n'est pas entièrement dépensé) en euros courants (c'est-à-dire les euros indiqués sur les étiquettes de prix ou bien encore en bas de votre fiche de paye).

Pour calculer l'indice des prix, il faut annihiler l'effet « augmentation de la quantité consommée » qui intervient dans l'augmentation de la dépense, afin de trouver l'augmentation des prix seule.

Le moyen utilisé consiste à conserver les quantités consommées l'année de base. Autrement dit, on calcule une dépense fictive pour les différentes années concernées en multipliant le prix de l'année concernée par la quantité consommée l'année de base. Cela élimine évidemment l'effet quantité. Cette solution comporte des inconvénients (comme toutes les solutions en la matière d'ailleurs), elle ne prend pas en compte la modification des besoins des consommateurs (la structure de la consommation des ménages). C'est pour cela que l'INSEE utilise des solutions plus sophistiquées, telles que le chaînage d'indices, consistant à calculer les indices par rapport à l'année précédente, et à enchaîner les indices pour avoir des séries longues.

**Tableau 1 : Exemple de calcul de l'indice des prix (Formule de Laspeyres)**

	Quantité 1999	Prix 1999 en €	Dépense Année de Base (1999) en €	Quantité 2000	Prix 2000 en €	Dépense 2000 en €	Dépense fictive 2000 en €	Indice des prix 2000 base 100 1999
Pain (baguettes)	300	0,4	120	300	0,45	135	$135 = 300 \times 0,45$	112,5
Viande (kilos)	50	6	300	60	7	420	$350 = 50 \times 7$	116,66
Total			420			555	485	115,47

La formule est la suivante :

Indice prix 2000 =

$$\frac{\text{Quantité consommée du pain en 99} \times \text{prix 2000} + \text{quantité de viande consommée en 99} \times \text{prix 2000}}{\text{Quantité consommée du pain en 99} \times \text{prix 1999} + \text{quantité de viande consommée en 99} \times \text{prix 1999}} \times 100$$

On peut également calculer à l'aide de pondérations (pondération de la dépense l'année de base).

**Tableau 2 : Calcul de l'indice des prix avec des coefficients (quantités de l'année de base)**

	Quantité 1999	Prix 1999 en €	Dépense Année de base (1999) en €	Quantité à 2000	Prix 2000 en €	Dépense 2000 en €	Pondération	Indice élémentaire (indice du prix d'un bien)	Indice des prix 2000
Pain (baguettes)	300	0,4	120	300	0,45	135	$0,285 = 120/420$	$112,5 = 0,45/0,4 \times 100$	$32,06 = 112,5 \times 0,285$
Viande (kilos)	50	6	300	60	7	420	$0,715 = 300/420$	$116,66 = 7/6 \times 100$	$83,41 = 116,66 \times 0,715$
Total			420			555	1		115,47

Les étapes sont les suivantes :

- Calcul de l'indice élémentaire =  $\text{prix 2000}/\text{prix 1999} \times 100$ .
- Calcul de la pondération =  $\text{dépense d'un bien année 1999}/\text{dépense totale 1999} = \text{coefficient}$ .
- Calcul de l'indice des prix 2000, base 100 1999 =  $\text{coefficient du pain} \times \text{prix du pain} + \text{coefficient de la viande} \times \text{prix de la viande}$ .

#### *Variables nominales et variables réelles*

L'indice des prix à la consommation représente une mesure de l'augmentation des prix autrement dit une mesure de l'inflation. Il est publié chaque mois par l'INSEE. Il va permettre de construire des séries de prix réels (c'est-à-dire des prix ajustés de l'évolution du coût de la vie). Le meilleur exemple pour comprendre ce qu'est un prix réel est de présenter les notions de salaire nominal et de salaire réel. Si on reprend notre exemple, l'indice des prix étant égal à 115,47, et le salaire nominal (en € courants) étant égal à 420 € en 1999 et 555 € en 2000, on peut calculer l'évolution du salaire réel, c'est-à-dire l'évolution du pouvoir d'achat des salaires.

**Tableau 3 : Indice du salaire réel**

	1999	2000
Salaire nominal	420	555
Indice du salaire nominal	100	$555/420 \times 100 = 132,14$
Indice du salaire réel	100	$132,14/115,47 \times 100 = 114,4$

La quantité de biens que le salaire peut acheter a donc augmenté (mais on le savait déjà puisque aucune quantité n'avait diminué). Le pouvoir d'achat a augmenté. Le salaire réel augmente moins que le salaire nominal du fait de l'augmentation des prix. Lorsque l'augmentation des prix est nulle, l'indice du salaire nominal est égal à l'indice du salaire réel. Regardons maintenant l'évolution du SMIC (Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance) entre 2001 et 2002.

**Tableau 4: Montant du Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance (SMIC) brut**

Année	Smic horaire en €	Smic mensuel en euros pour 169h de travail	Date de parution au JO
2002	6,83	1154,27	28/06/2002
2001	6,67	1127,23	29/06/2001

Ce tableau ne permet pas de savoir si le sort du salarié s'est amélioré ou non (autrement et plus rigoureusement dit, si son pouvoir d'achat a augmenté). Pour le savoir, il faut distinguer les revenus nominaux et revenus réels. « On qualifie de revenus nominaux, les revenus en unités monétaires nationales ou à l'aide d'indices construits à partir de ces données. Les revenus réels sont calculés en ajustant les revenus nominaux de l'évolution du coût de la vie. ».

**Tableau 5 : Évolution de l'indice du SMIC réel brut entre Juillet 2001 et juillet 2002**

	Juillet 2001	Juillet 2002
SMIC brut mensuel	1127,23	1154,27
Indice des prix à la consommation Ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé Série hors tabac base 100 mars 1998	103,9	105,5
Indice des prix à la consommation Ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé Série hors tabac base 100 juillet 2001	100	$101,54 = 105,5 / 103,9 \times 100$
Indice d'évolution du SMIC nominal brut mensuel	100	$102,39 = 1154,27 / 1127,23 \times 100$
Indice du SMIC réel brut mensuel	100	$100,84 = 102,39 / 101,54 \times 100$

Donc le pouvoir d'achat du SMIC brut a augmenté de 0,84 %. Le prix réel d'un bien qu'il s'agisse du travail ou d'un autre bien nous indique l'évolution relative du prix de ce bien par rapport à l'évolution de l'indice des prix à la consommation (d'autres indices peuvent être retenus). Par exemple on peut calculer l'évolution du prix réel du téléviseur couleur depuis 1970, et nous verrons que l'indice du prix des TV couleur a augmenté moins vite que l'indice des prix à la consommation. Dans ce cas, cela signifie que le prix relatif du téléviseur couleur a diminué (relativement à l'ensemble des autres biens). Enfin dernière chose: si l'ensemble des prix augmente sur une période, c'est-à-dire s'il y a de l'inflation, on peut dire que le pouvoir d'achat de la monnaie diminue.

**Tableau 6 : Les salaires horaires nets en 1999 et 2000 en €**

	1999	2000	Variation entre 1999 et 2000 en %
Salariés à temps complet			
Ensemble	10,15	10,62	4,60%
Indice des prix	100	101,4	1,40%
Salaire réel ensemble	10,15	$10,62 / 101,4 \times 100$	$(10,47 - 10,15) / 10,15$
Salaire réel ensemble	10,15	10,47	3,2%

## Partie 1 – L'indice des prix

### 1-Augmentation – Diminution

Le tableau ci-dessous donne les populations (en milliers d'habitants) de quelques départements français lors des recensements de 1851 et de 1990. Représentez graphiquement ces départements par des points, en portant en abscisse la population en 1851 et en ordonnée la population en 1990.

	Hérault	Lozère	Gard	Pyrénées-Orientales	Aude	Alpes Maritimes
1851	389	144	408	182	289	192
1990	795	73	595	364	299	972

a- De combien d'habitants a augmenté ou diminué la population de chacun de ces départements ?

b- Quel est le pourcentage d'augmentation de l'Hérault ? Identifiez bien la grandeur d'en haut et la grandeur d'en bas avant d'effectuer le calcul. Calculez le pourcentage d'augmentation ou de diminution de population de chacun des départements.

c- Que peut-on dire de l'augmentation ou de la diminution de la population du Gard et de l'Hérault réunis ? du Gard et de la Lozère ? de la région Languedoc-Roussillon ?



## 2-Calcul d'indice des prix

### Exercice 1

Soit le panier de biens composé de viande et de pain: le tableau suivant indique l'évolution de sa structure et du prix des biens qui le composent.

<b>Viande</b>	1980	1990
Consommation en kilogrammes	5	6
Prix au kilo	95	105
<b>Pain</b>	1980	1990
Consommation en kilogrammes	10	8
Prix au kilo	2,8	2,5

a- Calculez l'indice du prix en 1990 de la viande puis celui du pain, base 100 en 1980.

b- Après avoir donné sa formule, vous calculerez l'indice des prix pour ce panier, base 100 en 1980 (Formule de l'indice de Laspeyres).

### Exercice 2

Vous disposez des données suivantes représentant la consommation moyenne des ménages au pays de la misère au mois de décembre, la semaine de référence

	1998		1999	
	Quantité	Prix	Quantité	Prix
Pain	30	10	40	20
fromage	20	20	30	30
salaires nominaux		700		1700

a- Calculer l'indice des prix en 1999, base 100 1998 (Formule de Laspeyres).

b- Calculer le taux d'accroissement du salaire réel sur la même période.

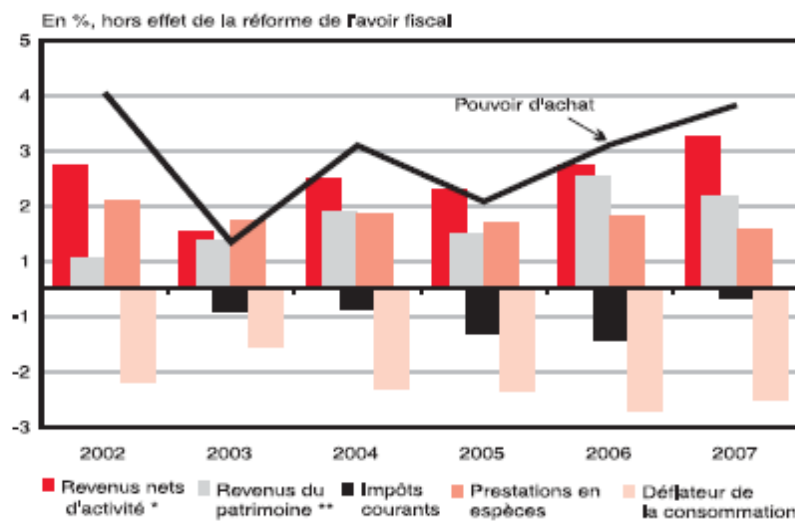
## Partie 2- Le pouvoir d'achat

Répondez aux questions ci-dessous à l'aide du graphique ci-dessous et le document joint « Pouvoir d'achat, dépenses « pré-engagées » et revenu « arbitral ». Pouvoir d'achat et pouvoir d'achat par unité de consommation », Insee, mai 2009.

### Pouvoir d'achat, dépenses « pré-engagées » et revenu « arbitral »

#### Pouvoir d'achat et pouvoir d'achat par unité de consommation

#### 1. Contributions à l'évolution du pouvoir d'achat des ménages



Source : Insee, comptes nationaux - Base 2000.

### Questions

a- Quels sont les facteurs qui peuvent expliquer le décalage en matière de pouvoir d'achat entre la perception des ménages français et la mesure macroéconomique ?

b- Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut a-t-il augmenté depuis 1960 ? Justifiez votre réponse.

**TD n°5-6 - Marché du travail**

**Document**

Mansuy A. et Nouël de la Buzonnière C., 2011, « Une photographie du marché du travail en 2009 », *Insee Première*, n° 1331, janvier. (document joint à la fin du fascicule)

**Questions**

a- Est-ce que les chômeurs sont comptabilisés dans la population active ? Comment est déterminé le taux de chômage ?

b- Est-ce que le taux de chômage est un indicateur satisfaisant de la situation du « marché du travail » ? Justifiez votre réponse.

c- Quelles sont les catégories de la population les plus touchées

- par le sous-emploi ?
- par le chômage ?
- par le chômage de longue durée ?

d-Des créations d'emplois régulières conduisent-elles nécessairement à une baisse du chômage ? Justifiez votre réponse.

**Exercice 1** (source : Insee)

<b>Emploi global - Enquête emploi</b>				
en moyenne	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
Actifs (en milliers)			27 450	27 843
Personnes en emploi (en milliers)			25 036	25 628
Taux d'activité (en %)	55,9	55,9	55,9	56,3
Taux d'emploi (en %)	51,0	51,0	50,9	51,9
Champ : France métropolitaine (15 ans ou plus) - Insee Première, n° 1164 - novembre 2007 - Insee Première, n° 1206 - août 2008				

## **Questions**

a- Le taux d'emploi désigne ici

- la proportion d'actifs occupés dans la population totale
- la proportion d'actifs occupés dans la population des 15 ans ou plus
- la proportion d'actifs dans la population totale

b- Le taux d'activité désigne ici

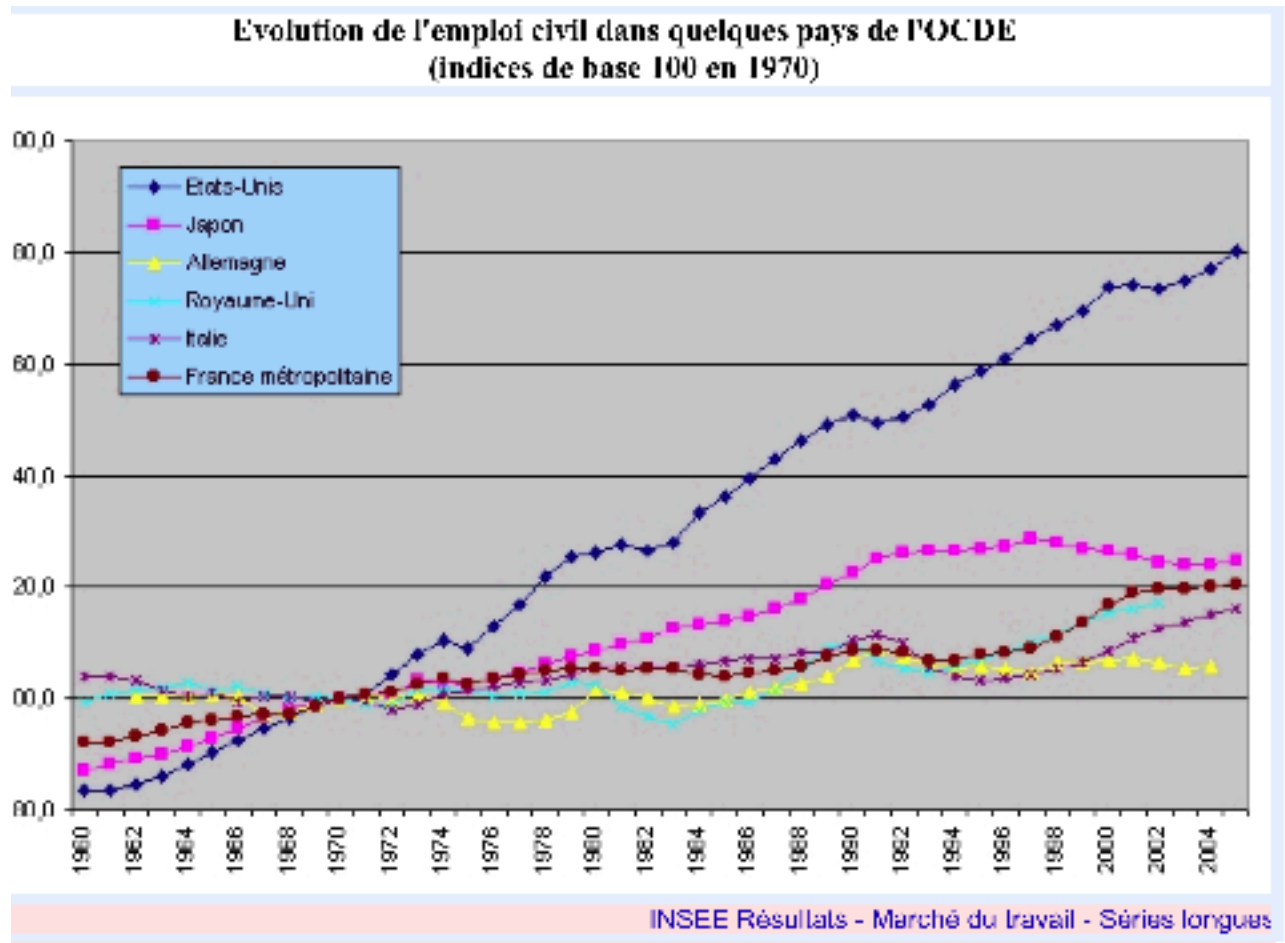
- la proportion d'actifs occupés dans la population totale
- la proportion d'actifs occupés dans la population des 15 ans ou plus
- la proportion d'actifs de 15 ans ou plus dans la population totale de 15 ans ou plus

c- A la lecture des données ci-dessus, peut-on dire que

- près de la moitié (51,9 %) des personnes de 15 ans ou plus étaient pourvues d'un emploi en 2007
- près de la moitié (51,9 %) des personnes de 15 ans ou plus étaient actives en 2007
- 56,3 % des personnes de 15 à 64 ans et plus étaient actives en 2007
- 56,3 % des personnes de 15 à 64 ans avaient un emploi en 2007
- 56,3 % des personnes de 15 ans ou plus étaient actives en 2007

d- Le nombre d'emplois a progressé. Cela implique-t-il systématiquement une hausse du taux d'emploi ?

**Exercice 2** (source : Insee)



**Question**

Parmi les lectures graphiques suivantes, choisissez celles qui sont exactes et celles qui sont inexactes

- En France, de 1970 à 2005, l'emploi a progressé d'environ 20 %
- En France, de 1970 à 2005, l'emploi a été multiplié par environ 20
- Aux Etats-Unis, de 1970 à 2005, le nombre de personnes ayant un emploi est passé de 100 millions à 180 millions
- Aux Etats-Unis, de 1960 à 2005, l'emploi a plus que doublé
- De 1970 à 1990, l'emploi a augmenté plus fortement au Japon qu'en France
- A partir de 2000, le nombre de personnes ayant un emploi en Italie est devenu supérieur au nombre de personnes ayant un emploi en Allemagne

**Exercice 3 – Croissance et chômage** (source : Insee)

**Les variations du Produit intérieur brut (PIB) et les variations de l'emploi (à temps complet)**

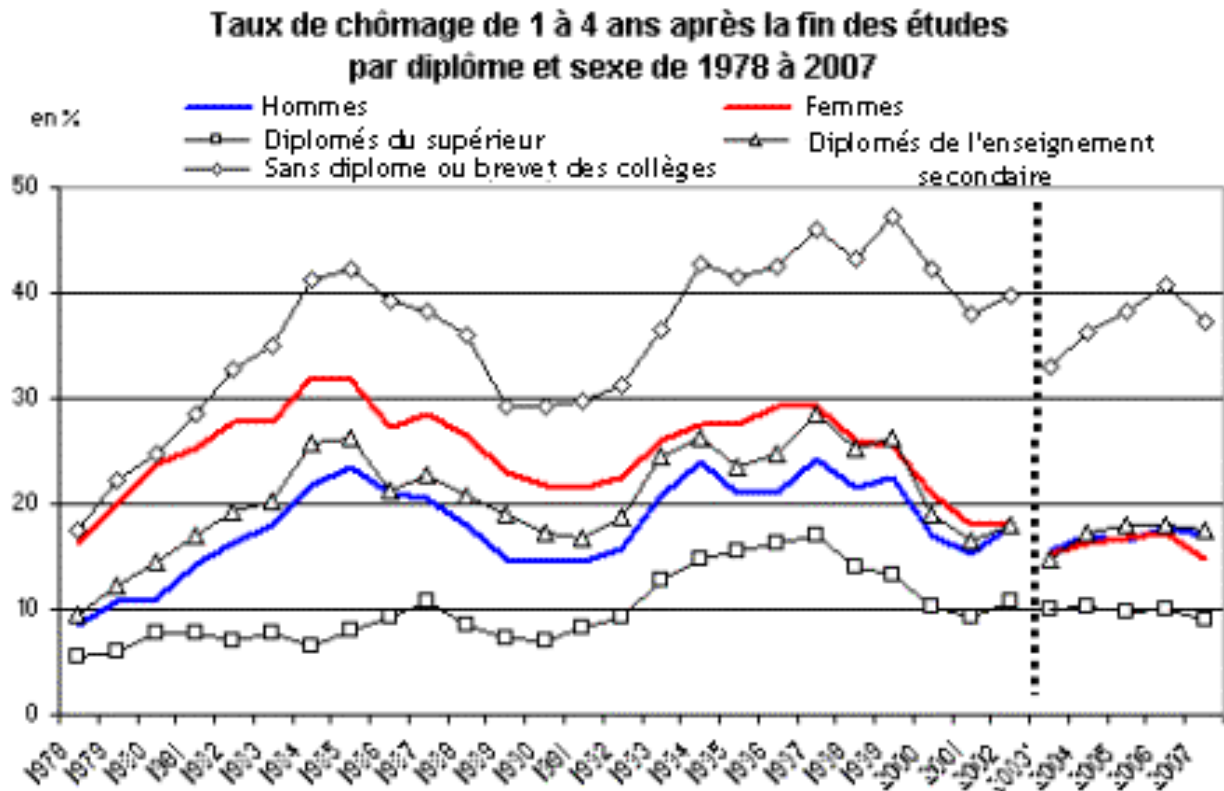
**Questions**

a- A la lecture des données, peut-on dire que le produit intérieur brut a diminué au cours de l'année 2008 ?

b- A la lecture des données, peut-on dire qu'il existe un lien entre l'évolution du PIB et celle de l'emploi ?

c- S'il y a une relation peut-on dire qu'elle est quasiment mécanique ?

Exercice 4 – Le poids des qualifications (source : Insee)



**Question**

Choisissez les bonnes affirmations :

- Avoir des diplômes, c'est la garantie d'avoir un emploi
- Ne pas avoir de diplômes est plus pénalisant aujourd'hui qu'en 1979
- Les diplômes protègent du risque de chômage
- Les femmes semblent mieux s'insérer sur le marché du travail que les hommes depuis les années 2000





**TD n°7-8 - Consommation, épargne et investissement**

**Exercice 1**

Soient les données suivantes où Y est le revenu national et C la consommation des ménages :

d : date	Y	C
1	100	80
2	150	100

a- Définissez la propension marginale à consommer (PmC), indiquez pourquoi on ne peut pas la calculer en

d =1 puis calculez sa valeur en d =2.

b- Définissez et calculez les taux de variations relatives (ou taux de croissance) du revenu et de la consommation en d = 2.

c- On suppose qu'en d = 3, les montants du revenu et de la consommation sont exactement les mêmes qu'en d = 1.

1- Calculez la propension marginale à consommer et les taux de variation relative du revenu et de la consommation en d = 3.

2- Comparez ces valeurs avec celles trouvées en d = 2.

**Exercice 2**

Les données suivantes concernent les ménages français en (mêmes symboles qu'à l'exercice précédent) :

d : date	Y	C
1988	587 431	522 871
1989	631 102	557 370
1990	672 799	588 706
1991	708 784	615 601
1992	741 774	638 572
1993	764 081	655 616

a- Définissez et calculez les propensions moyennes et marginales à consommer.

b- Déduisez en les propensions moyennes et marginales à épargner.

c- Commentez les résultats obtenus, notamment en regard des hypothèses keynésiennes sur la fonction de consommation.

### **Exercice 3**

Soit une économie fermée (sans commerce extérieur), sans dépenses publiques et sans impôts, dans laquelle la propension marginale à consommer est égale à 0,8 et la consommation incompressible  $c_0 = 10$ . Le plein-emploi n'étant pas réalisé, le gouvernement prend des mesures en vue de provoquer une augmentation des investissements de l'ordre de 10 unités de compte.

a- Vous rappellerez les hypothèses du modèle.

b- Quelle augmentation du revenu national résultera de cet accroissement des dépenses d'investissement ? Vous calculerez ce résultat de deux manières différentes.

c- En quoi le résultat serait-il modifié si le revenu national bénéficiait pour les 2/3 à des catégories sociales dont la propension marginale à consommer est de 0,7 et pour 1/3 à des catégories dont la propension marginale à consommer est égale à 0,9 ?

### **Exercice 4**

(mêmes symboles qu'à l'exercice précédent)

S = épargne

W = masse des salaires

P = masse des profits

Soit une économie fermée sans dépenses publiques et sans impôt où la fonction de consommation est de la forme :

$$C = 0,5 Y + 30 \text{ unités de compte}$$

a-

1- Déterminez la fonction d'épargne correspondante.

2- Calculez l'épargne pour  $Y = 100$  unités de compte

3- Représentez graphiquement les fonctions d'épargne et de consommation lorsque Y varie de 0 à 100 unités de compte.

b- Le revenu national se partage par moitié entre catégories socioprofessionnelles, les salariés et les chefs d'entreprise. Les fonctions d'épargne de ces deux catégories sont respectivement :

- pour les salariés :  $0,2W - 10$  unités de compte
  - pour les chefs d'entreprise :  $0,8 P - 20$  unités de compte.
- 1- Calculez l'épargne globale pour  $Y = 100$  unités de compte.
  - 2- En quoi le résultat serait-il modifié si les salaires représentaient 70% du revenu national et les profits 30 % ?

### Exercice 5

Soit une économie fermée sans impôts ni dépenses publiques, où la demande globale est égale à  $DG = C + I$

La consommation est égale à  $C = 30 + 0,5 Y_d$ ,

L'investissement  $I = 120$  unités de compte.

Nous sommes dans une situation de sous-emploi des facteurs de production.

a- Calculez le revenu d'équilibre.

b- Expliquez la forme de la fonction de consommation ( $C = 30 + 0,5 Y_d$ ) en vous appuyant sur une représentation graphique de celle-ci.

### Exercice 6

(mêmes symboles qu'aux exercices précédents)

$Y_d$  = revenu disponible des ménages

Soit une économie nationale sans relations commerciales avec l'étranger, présentant les caractéristiques suivantes :

$$C = 0,65 Y_d + 225$$

$$Y_d = Y$$

$$I = 1600$$

a- Calculer le niveau du revenu d'équilibre et la valeur du multiplicateur d'investissement.

b- De combien faut-il que les investissements autonomes augmentent pour que le revenu d'équilibre augmente de 10%



## TD n°10-11-12 - L'État et la macroéconomie

### Exercice 1

Soit une économie fermée sans impôts ni dépenses publiques, où la demande globale est égale à  $DG = C + I$ . La consommation est égale à  $C = 30 + 0,5 Y_d$ . L'investissement  $I = 120$  unités de compte. Nous sommes dans une situation de sous-emploi des facteurs de production.

Le gouvernement décide de réaliser des travaux d'infrastructure pour un montant de 120 unités de compte. Pour financer ces dépenses publiques, il faut prélever des impôts. On envisage un impôt autonome d'un montant de 30 unités de compte et un impôt proportionnel au revenu. Mais les conseillers du gouvernement ne sont pas d'accord sur le taux de cette imposition. Pour les uns, l'impôt proportionnel doit être égal à  $0,1 Y$  et pour les autres à  $0,2 Y$ .

a- Calculez les conséquences sur le niveau du revenu d'équilibre de l'adoption de l'un ou l'autre de ces taux.

b- Quels sont les avantages et inconvénients respectifs de chacun de ces taux ?

c- Le gouvernement opte finalement pour un taux d'imposition égal à  $0,2$ . Rappelez la formule du multiplicateur correspondant à ce taux et explicitez le mécanisme multiplicateur.

### Exercice 2

a- Calculer la variation du produit d'équilibre consécutive à une augmentation des dépenses publiques d'un montant de 100 lorsque  $t = 0,2$  avec  $T = tY$  et  $P_{mc} = 0,8$

b- Soit une économie décrite par les relations suivantes:

$$C = 0,8Y_d + 100 ; I = 100 ; G = 40 ; T = 0,25Y + 20$$

1- Calculer le montant du revenu d'équilibre

2- Calculer la variation de  $Y$  engendrée par la hausse de  $G$  à 50 et calculer le rapport  $k$  de la variation de  $Y$  à la variation de  $G$ .

c- Soit une économie décrite par les relations suivantes :

$$C = 0,8Y_d + 100 ; I = 100 ; G = 100 ; T = 0,25Y + 20$$

1- Calculer la variation de  $Y$  engendrée par une hausse forfaitaire de l'impôt de 10 (hausse de l'impôt autonome = 10) et calculer le rapport de la variation de  $Y$  à la variation de  $T$ .

2- Quelle est la formule de  $kT_0$ . Vérifier la valeur numérique.

### Exercice 3

$P_{mc}$  = Propension marginale à consommer rapportée au revenu national

Soit une économie fermée dont le revenu national pour l'année à venir est de 5500 unités de compte. La propension marginale à consommer rapportée au revenu national est de 0,75. La propension moyenne à consommer pour  $Y=5500$  est de 0,92.

Nous sommes dans une situation de sous-emploi des facteurs de la production. Les pouvoirs publics jugeant insatisfaisant le niveau d'activité, décident d'engager un programme d'équipements publics nouveaux pour un montant de 125 unités de compte.

En l'absence de tout investissement induit, il est demandé :

a- De rappeler le jeu du mécanisme multiplicatif

b- D'évaluer l'augmentation du revenu national qui résultera de cette injection

c-

1- De comparer le montant de la consommation à celui atteint sans cette décision étatique.

2- Que peut-on en conclure?

### Exercice 4

Soit une économie fermée, où il y a sous-emploi des facteurs de la production, caractérisée par le modèle suivant:

$$Y = C + I + G$$

$$C = C_0 + P_{mc} Y_d ;$$

$$Y_d = Y - T$$

$$I = I_0 = 40 \text{ unités de compte} ; T = 30 \text{ unités de compte} = G ; C_0 = 10 \text{ unités de compte} ; P_{mc} = 0,75$$

L'Etat accroît ses dépenses de 16 unités de compte, mais les compense entièrement par des impôts car il désire conserver l'équilibre budgétaire.

a- Calculez le revenu d'équilibre avant l'augmentation des dépenses publiques et des impôts.

b- Calculez le nouveau revenu d'équilibre.

c- En déduire l'augmentation du revenu.

### Exercice 5

(mêmes symboles qu'aux exercices précédents)

Soit une économie fermée dont le revenu national est de 5000 unités de compte. La population active occupée est de 25 millions de personnes et la population active totale de 28 millions de personnes.

a- Quelle est la productivité apparente du travail dans l'économie ?

b-

1- Quel devrait être l'accroissement du revenu national nécessaire à la résorption du chômage, sachant que la productivité apparente du travail est constante ?

2- Sachant que la propension marginale à consommer rapportée au revenu national ( $P_{mc}$ ) est de 0,6, quelle devrait être l'augmentation de l'investissement autonome pour atteindre cet objectif ?

### Exercice 6

(mêmes symboles qu'aux exercices précédents)

$t$  = taux d'imposition ;  $T_0$  = impôts autonomes

Soit une économie fermée représentée par le modèle suivant :

$$Y = C + I + G$$

$$C = P_{mc} \cdot Y_d + C_0$$

$$T = tY + T_0$$

avec  $C_0 = 10$  ;  $P_{mc} = 0,8$  ;  $I = 50$  ;  $G = 50$  ;  $T_0 = 5$  ;  $t = 0,1$

a-

1- Déterminez le niveau d'équilibre du revenu national.

2- Quel est le montant du revenu disponible  $Y_d$ , de la consommation  $C$  au niveau d'équilibre ?

b-Si  $G$  passe de 50 à 80

1- Quel sera l'impact de cet accroissement des dépenses publiques sur le niveau du revenu national ?

2- Quelle est la valeur du multiplicateur ? Vous pouvez l'obtenir de deux façons différentes.

c- Quel est le solde du budget de l'Etat dans la première et dans la seconde situation ?

d- Pour éviter l'accroissement du déficit budgétaire, l'Etat augmente les impôts autonomes du même montant que l'augmentation des dépenses publiques.

1- Quel sera alors le nouveau revenu d'équilibre ?

2- Quels sont les objectifs et l'efficacité d'une telle politique ?

### Exercice 7

(mêmes symboles qu'aux exercices précédents)

Une économie fermée, dans une situation de sous-emploi des facteurs de production, à un moment précis du temps, est caractérisée par les données suivantes :

$$Y = 5000 ; C_0 = 800 ; I = 200 ; G = T = 0,20 Y$$

On demande :

a- De calculer la propension marginale à consommer

b- D'apprécier le déficit budgétaire à consentir si l'Etat se propose d'atteindre le plein-emploi  $Y^* = 5500$  en augmentant la dépense publique sans modifier la fiscalité.

### Exercice 8

(mêmes symboles qu'aux exercices précédents)

Soit une économie sans relations extérieures, représentée par le modèle suivant (en unités de compte) :

$$C = 0,8 (Y - T) + 285$$

$$T = 0,25 Y + 700 ; I = 1375 ; G = 3700$$

Le revenu de plein emploi,  $Y_{pe} = 13\ 000$

a- Calculez la valeur du revenu global d'équilibre et commentez le résultat.

b- L'Etat envisage d'accroître la demande globale par une politique budgétaire. De quel montant doit-il, accroître les dépenses publiques pour que l'économie atteigne le plein-emploi ? Calculez la valeur du multiplicateur et le montant du déficit budgétaire.





## Pouvoir d'achat, dépenses "pré-engagées" et revenu "arbitrable"

### Pouvoir d'achat et pouvoir d'achat par unité de consommation

La notion usuelle de pouvoir d'achat correspond au pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages (ou revenu réel disponible). Il s'agit d'une grandeur macroéconomique calculée dans le cadre global et cohérent de la comptabilité nationale sur des bases harmonisées au plan international.

Le revenu disponible brut est la part du revenu qui reste à la disposition des ménages pour la consommation et l'épargne une fois déduits les prélèvements sociaux et fiscaux. Le revenu disponible brut comprend les revenus d'activités (salaires et traitements bruts des ménages, augmentés des bénéfices des entrepreneurs individuels), les revenus du patrimoine hors plus values latentes ou réalisées (dividendes, intérêts et loyers), les transferts (notamment les indemnités d'assurance nettes des primes) et les prestations sociales (pensions de retraite, indemnités de chômage, allocations familiales, minima sociaux...). Le revenu disponible brut est diminué des impôts et cotisations sociales versés. Les quatre principaux impôts directs pris en compte sont : l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation, la contribution sociale généralisée (CSG) et la contribution à la réduction de la dette sociale (CRDS). En revanche, les droits de succession ne figurent pas dans ce décompte.

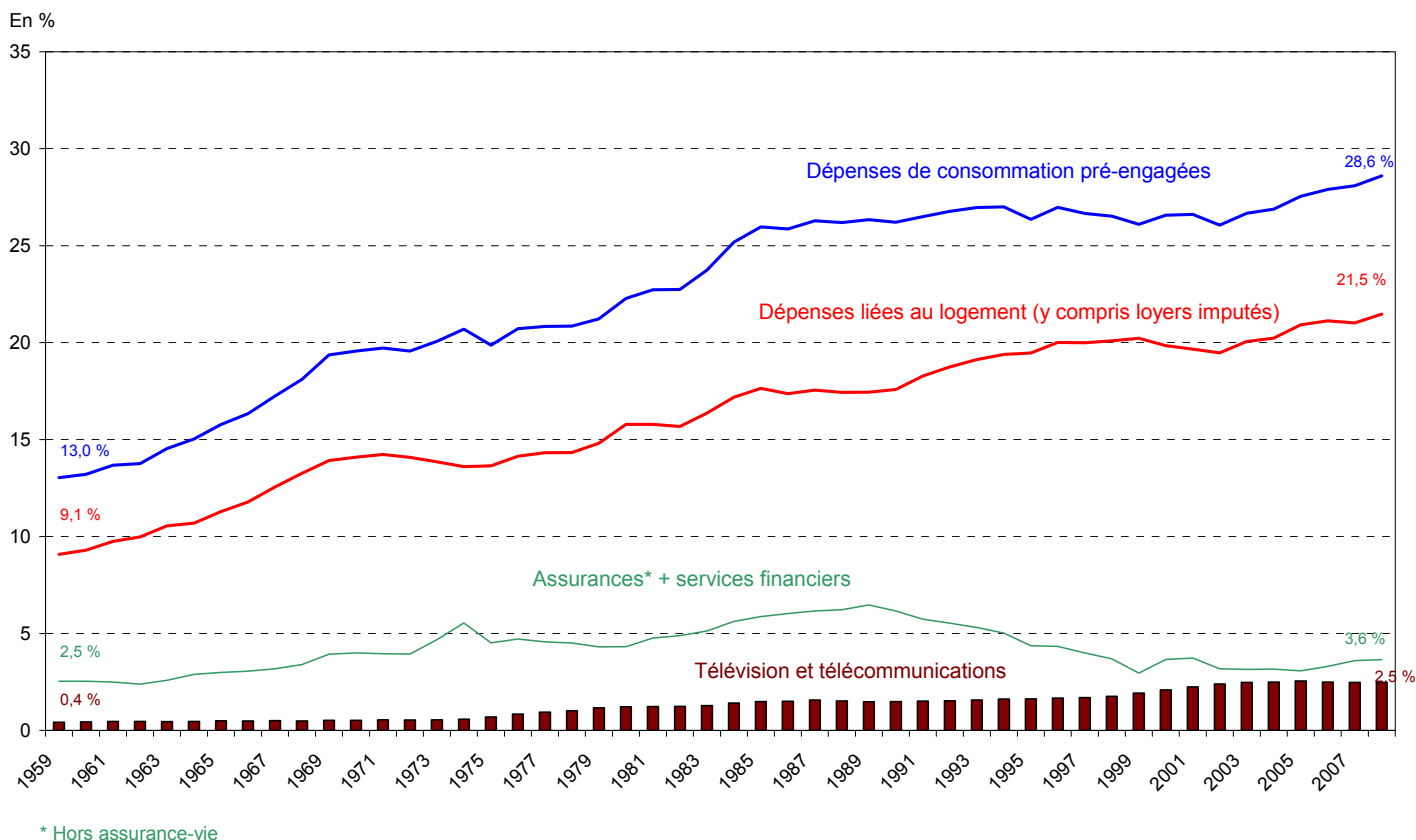
L'évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible brut rapporte l'évolution du revenu disponible brut à celle du prix de la dépense de consommation des ménages. Cette mesure macroéconomique peut différer de la perception qu'ont les ménages de l'évolution de leur niveau de vie. En effet, les ménages peuvent appréhender leur pouvoir d'achat sur un champ plus étroit, en considérant qu'ils ont en réalité peu de prise face à certaines de leurs dépenses de consommation et en se focalisant sur les marges de manœuvre qu'ils estiment leur rester pour effectuer librement des choix de consommation et d'épargne.

Pour essayer de se rapprocher d'une notion de pouvoir d'achat plus proche de cette perception, on peut examiner l'évolution du revenu "arbitrable" défini comme le revenu disponible une fois déduit un ensemble de dépenses de consommation "pré-engagées". Ces dépenses sont celles qui sont réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Cette approche complémentaire, présentée en particulier dans une étude publiée dans le rapport sur l'Economie française de 2007 (lien : [http://www.insee.fr/fr/ffc/docs\\_ffc/ref/ECOFR07C.PDF](http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/ECOFR07C.PDF)), a été reprise, affinée et préconisée par la commission "Mesure du pouvoir d'achat des ménages" remis le 6 février 2008 au Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Emploi.

Ces dépenses sont définies comme suit :

- les dépenses liées au logement (y compris les loyers imputés aux propriétaires occupant leur logement), ainsi que dépenses relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles utilisés dans les habitations ;
- les services de télécommunications ;
- les frais de cantines ;
- les services de télévision (redevance télévisuelle, abonnements à des chaînes payantes) ;
- les assurances (hors assurance-vie) ;
- les services financiers (y compris les services d'intermédiation financière indirectement mesurés).

## Part des dépenses de consommation pré-engagées dans le revenu disponible brut

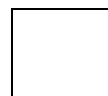


L'évolution du pouvoir d'achat de ce revenu "arbitrable" rapporte l'évolution du revenu disponible hors dépenses "pré-engagées" à celle du prix de la dépense de consommation non "pré-engagée".

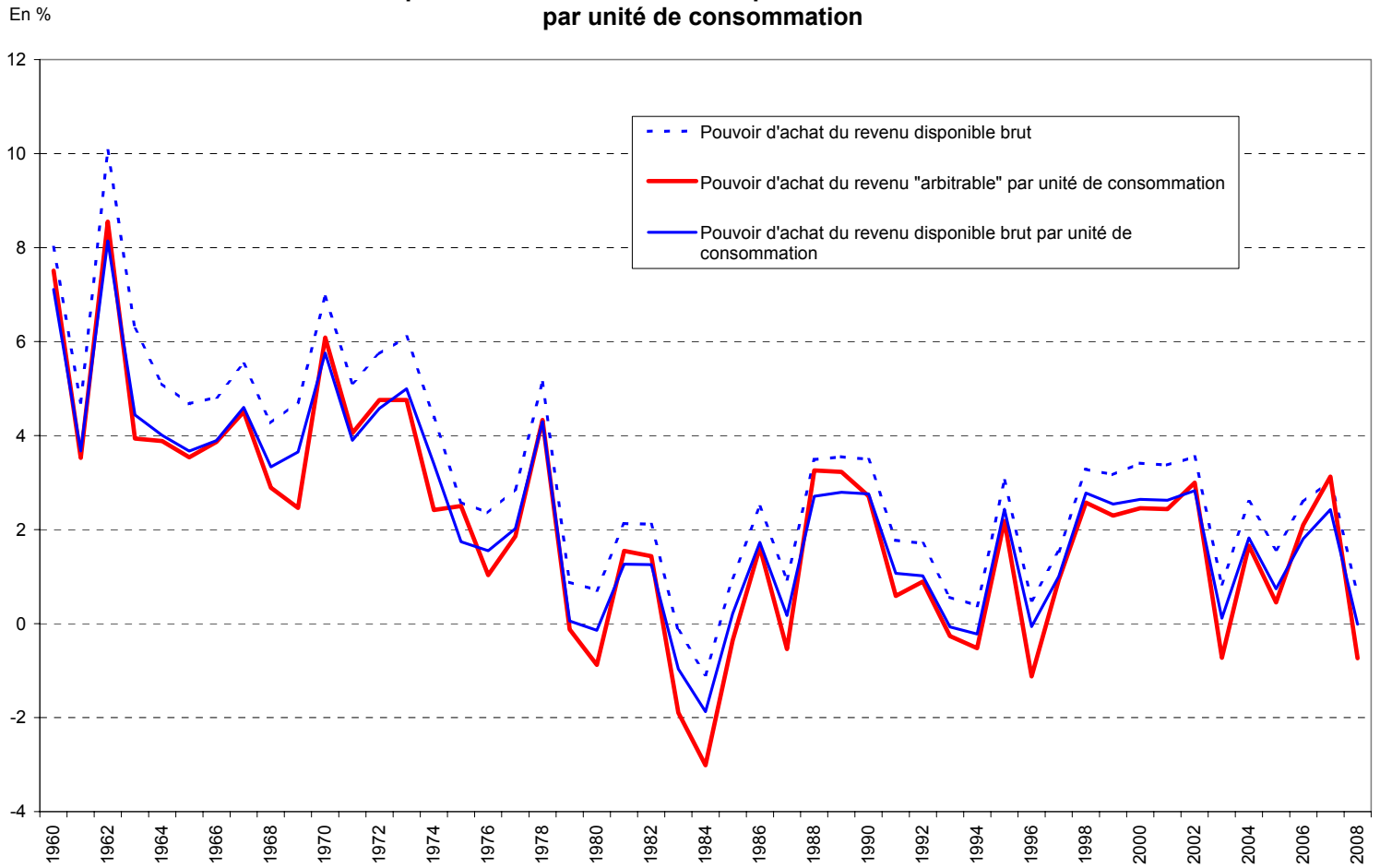
Mais d'autres facteurs sont susceptibles d'expliquer le décalage entre la perception des ménages et la mesure macroéconomique, en particulier l'accroissement de la population (dynamisme des naissances, augmentation de l'espérance de vie).

Pour tenir compte également des facteurs démographiques, le revenu réel disponible et le revenu "arbitrable" peuvent être rapportés à l'ensemble de la population française. La croissance du pouvoir d'achat par tête est alors amortie, compte tenu de la croissance de la population. Ils peuvent également être rapportés au nombre de ménages. La progression du nombre de ménages étant plus rapide que celle de la population (du fait du vieillissement de la population et de la tendance à la décohabitation), la croissance du pouvoir d'achat par ménage est ralentie d'autant. Afin de tenir compte de l'évolution de la composition des ménages et du fait que les dépenses d'un ménage ne sont pas strictement proportionnelles au nombre de personnes qui le compose, il est possible de raisonner en termes de pouvoir d'achat par nombre d'unités de consommation.

La taille de chaque ménage en nombre d'unités de consommation est calculée de la façon suivante : le premier adulte compte pour 1 unité de consommation (UC), chaque personne supplémentaire de 14 ans et plus compte pour 0,5 UC et chaque enfant de moins de 14 ans compte pour 0,3 UC. Le pouvoir d'achat par nombre d'unités de consommation permet ainsi de prendre en considération l'évolution de la structure des ménages.



## Evolution du pouvoir d'achat du revenu disponible brut et du revenu "arbitrable" par unité de consommation



# Une photographie du marché du travail en 2009

## Résultats de l'enquête Emploi

Anne Mansuy et Cédric Nouël de la Buzonnière, division Emploi, Insee

**E**n 2009, 25,7 millions de personnes occupent un emploi et 2,6 millions sont au chômage au sens du BIT.

La part des personnes de 15 à 64 ans ayant un emploi a diminué entre 2008 et 2009 ; cette baisse a touché principalement les jeunes hommes. Les jeunes sont plus concernés par des contrats courts et travaillent plus souvent dans la construction, l'hôtellerie et la restauration. Près d'une personne ayant un emploi sur dix travaille dans la même entreprise depuis moins d'un an ; 1,4 million de personnes ayant un emploi souhaiteraient travailler plus, soit 5,5 % de l'ensemble des actifs ayant un emploi. Les jeunes, notamment les moins qualifiés, demeurent les plus touchés par le chômage. Après 50 ans, plus de la moitié des chômeurs recherchent un emploi depuis plus d'un an.

En moyenne en 2009, 56,5 % des personnes de 15 ans ou plus vivant en France métropolitaine sont actives, c'est-à-dire ont un emploi (51,3 %) ou sont au chômage (5,1 %) au sens du BIT (*définitions*) ; 43,5 % sont inactives, c'est-à-dire ne travaillent pas et ne recherchent pas activement un emploi ou ne sont pas disponibles pour en occuper un (*tableau 1*). 64,0 % des 15-64 ans ont un emploi mais ce taux d'emploi a baissé de 0,8 point entre 2008 et 2009. Cette chute a essentiellement touché les hommes (- 1,2 point contre - 0,4 point pour les

femmes) et les jeunes de 15 à 24 ans (- 0,9 point) alors que le taux d'emploi des seniors (entre 50 et 64 ans) s'est maintenu à 55,5 %.

### Les contrats courts concernent davantage les jeunes

77,9 % des 15 ans et plus ayant un emploi (*tableau 2*) sont salariés en contrat à durée indéterminée (CDI), 1,6 % en intérim, 8,2 % en contrat à durée déterminée (CDD) et 1,4 % sous d'autres formes de contrats (stagiaires, apprentissage). La moitié des salariés embauchés en CDD, stage ou apprentissage ont moins de 29 ans, alors que la moitié des salariés en CDI ont plus de 43 ans. D'ailleurs, parmi les moins de 25 ans, la part de ces formes particulières d'emploi est de 49,7 % (contre 12,6 % pour l'ensemble des salariés). Si le nombre d'apprentis ou de personnes en CDD est relativement stable entre 2008 et 2009, le nombre d'intérimaires a chuté de près d'un quart (24 %), à cause de la crise économique qui s'est d'abord répercutée fortement sur l'intérim.

### Deux tiers des non-salariés sont des hommes

11 % des personnes ayant un emploi sont non salariées. Après avoir diminué entre 2002 et 2008, la part de l'emploi non salarié augmente légèrement en 2009. Ce sont essentiellement des artisans (28 %), des commerçants (24 %), des agriculteurs exploitants (18 %) et des professions libérales (13 %).

#### 1 56,5 % de personnes actives

	Hommes	Femmes	Ensemble	
			Effectif	Répartition (%)
<b>Actifs</b>	<b>14 806</b>	<b>13 463</b>	<b>28 269</b>	<b>56,5</b>
Actifs ayant un emploi	13 488	12 203	25 691	51,3
Chômeurs	1 318	1 259	2 577	5,1
<b>Inactifs</b>	<b>9 113</b>	<b>12 683</b>	<b>21 797</b>	<b>43,5</b>
Dont inactifs de 60 ans ou plus	5 553	7 359	12 912	25,8
<b>Population de 15 ans ou plus</b>	<b>23 919</b>	<b>26 146</b>	<b>50 065</b>	<b>100,0</b>

Champ : population des ménages de 15 ans ou plus, vivant en France métropolitaine, hors communautés.

Source : Insee, enquêtes Emploi du 1<sup>er</sup> au 4<sup>e</sup> trimestre 2009.

INSEE  
PREMIERE



INSEE

## 2 Neuf emplois sur dix sont des emplois salariés

	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectif (milliers)	Répartition (%)	Effectif (milliers)	Répartition (%)	Effectif (milliers)	Répartition (%)
<b>Non salariés</b>	<b>1 924</b>	<b>14,3</b>	<b>893</b>	<b>7,3</b>	<b>2 816</b>	<b>11,0</b>
<b>Salariés</b>	<b>11 564</b>	<b>85,7</b>	<b>11 311</b>	<b>92,7</b>	<b>22 875</b>	<b>89,0</b>
Intérimaires	288	2,1	131	1,1	419	1,6
Apprentis	237	1,8	114	0,9	351	1,4
Contrats à durée déterminée	794	5,9	1 310	10,7	2 103	8,2
Contrats à durée indéterminée	10 245	76,0	9 757	79,9	20 001	77,9
<b>Total des emplois</b>	<b>13 488</b>	<b>100,0</b>	<b>12 203</b>	<b>100,0</b>	<b>25 691</b>	<b>100,0</b>

Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi vivant en France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Emploi du 1<sup>er</sup> au 4<sup>e</sup> trimestre 2009.

## 3 Le tertiaire représente trois emplois sur quatre

	en %			
	15 à 24 ans	25 à 49 ans	50 ans et plus	Ensemble
<b>Agriculture</b>	2,2	2,4	4,4	<b>2,9</b>
<b>Industrie</b>	12,0	15,1	14,7	<b>14,7</b>
<b>Construction</b>	11,1	7,0	5,8	<b>7,0</b>
<b>Tertiaire</b>	74,4	75,2	74,9	<b>75,0</b>
Commerce, réparations	19,7	13,4	10,5	13,2
Transports	3,1	5,4	5,1	5,1
Hébergement et restauration	8,2	3,3	2,6	3,5
Information et communication	2,0	3,2	1,9	2,8
Finance, assurances, immobilier	3,3	4,5	5,1	4,6
Sciences, techniques, serv. administratifs	11,9	10,1	8,4	9,8
Administration publique, éducation, santé, action sociale	18,5	29,4	33,9	29,7
Autres services	7,6	5,8	7,3	6,3
Activité indéterminée	0,4	0,4	0,3	0,4
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi vivant en France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Emploi du 1<sup>er</sup> au 4<sup>e</sup> trimestre 2009.

Plus des deux tiers des non-salariés sont des hommes. Par ailleurs, l'emploi non salarié est plus développé parmi les plus de 50 ans : 16 % des actifs de plus de 50 ans ayant un emploi sont des non-salariés, proportion plus de quatre fois supérieure à celle observée chez les actifs occupés de 15 à 29 ans.

### Davantage de jeunes dans la construction, l'hôtellerie et la restauration

Selon leur âge, les salariés n'occupent pas les mêmes emplois. Il y a plus d'ouvriers parmi les jeunes (35 %) que parmi les seniors (23 %). Les 15-24 ans sont également un peu plus nombreux que les plus de 50 ans à être employés (40 % contre 34 %). À l'inverse, il y a presque cinq fois moins de cadres parmi les jeunes (4 %) que parmi les seniors (19 %). Ces différences s'expliquent notamment par les évolutions de carrière ; mais également par le fait que ce sont les jeunes les moins diplômés qui

entrent les premiers sur le marché du travail, les plus qualifiés poursuivant des études.

Le secteur privé concentre 77 % des salariés, tandis que le secteur public (État, collectivités locales et hôpitaux publics) emploie les 23 % restants. Si les hommes sont majoritaires dans le secteur privé à hauteur de 54 %, la situation est inverse dans le secteur public où les femmes représentent 62 % des effectifs. En outre, les jeunes salariés sont, en proportion, plus nombreux que les seniors à travailler dans le secteur privé : 86 % des salariés de 15-24 ans travaillent dans le secteur privé, contre 73 % de ceux de 50 ans et plus. Ceci s'explique par le fait que le niveau moyen d'études est plus élevé dans la fonction publique, mais également que le passage du public vers le privé est moins fréquent que l'inverse.

Les jeunes travaillent plus souvent que les seniors dans la construction (tableau 3) : ce secteur emploie plus d'un jeune sur dix, mais un senior sur vingt. En revanche, seul un jeune sur huit travaille dans l'industrie, contre près d'un senior sur six.

Dans le secteur tertiaire, les activités de commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles concentrent 20 % des jeunes salariés, contre moins de 11 % des seniors. Les salariés de 15 à 24 ans sont proportionnellement trois fois plus nombreux que ceux de 50 ans et plus dans l'hébergement et la restauration : 8 % des jeunes y travaillent, contre 3 % des seniors. Ils sont également plus concentrés que les seniors dans les activités scientifiques et techniques, les services administratifs et de soutien (12 % contre 8 %).

À l'inverse, l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale constituent un secteur accueillant plus de seniors que de jeunes : près de 34 % des seniors y travaillent, contre un peu moins de 20 % des jeunes salariés.

### Beaucoup d'expérience professionnelle dans l'industrie ou l'administration publique

En moyenne en 2009, 10,4 % des emplois sont occupés par des personnes qui travaillent dans leur entreprise depuis moins d'un an (tableau 4). Cette proportion a baissé de 1,1 point par rapport à 2008, ce qui témoigne d'un rythme ralenti dans les recrutements des entreprises ou du fait que les entreprises se sont séparées dans un premier temps des personnes embauchées le plus récemment.

Dans la construction, le turn-over reste soutenu : 11,4 % des personnes ayant un emploi dans ce secteur travaillent dans leur entreprise depuis moins d'un an. Cependant, ce taux a baissé de près de 4 points en un an.

Dans l'hébergement-restauration ou l'information-communication, respectivement 21,0 % et 14,3 % des emplois sont occupés par des personnes ayant moins d'un an d'ancienneté. Ce sont du reste les domaines d'activité dans lesquels on trouve la plus faible proportion d'emplois occupés par des personnes ayant plus de dix ans d'ancienneté.

Dans l'industrie ou dans l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale, la proportion des personnes ayant moins d'un an d'ancienneté est faible : 7,2 % et 8,4 % respectivement. Dans ces deux secteurs, où il n'y a plus d'embauche nette, plus de la moitié des personnes ont au moins dix ans d'ancienneté.

## Le sous-emploi augmente en même temps que le chômage partiel

La proportion de personnes à temps partiel atteint 17,3 % en 2009 soit une légère hausse par rapport à 2008 (+ 0,4 point). Les femmes occupent plus de 80 % des emplois à temps partiel. Ce temps partiel, choisi ou contraint, peut s'expliquer par des raisons familiales ou par le fait de ne pas avoir trouvé d'emploi à temps plein (30 % pour chaque catégorie). Chez les cadres et les professions intermédiaires, les raisons familiales sont invoquées plus souvent que le fait de ne pas avoir trouvé d'emploi à temps plein (40 % contre 17 %). La situation est inverse chez les employés et les ouvriers à temps partiel dont 37 % déclarent ne pas avoir trouvé d'emploi à temps plein, et 25 % invoquent des raisons familiales. Ces proportions n'ont pas évolué entre 2008 et 2009.

1,4 million de personnes sont en situation de sous-emploi (*définitions*), c'est-à-dire ont soit un emploi à temps partiel mais souhaitent travailler davantage et sont disponibles pour cela, soit un emploi mais ont involontairement travaillé moins que d'habitude (chômage partiel). Cette situation touche 5,5 % des actifs ayant un emploi (*tableau 5*).

Le taux de sous-emploi varie nettement selon la catégorie socioprofessionnelle. Il est ainsi plus élevé parmi les employés (10,3 %) et les ouvriers (5,2 %) que parmi les cadres (2 %).

Entre 2008 et 2009, le taux de sous-emploi a augmenté de 0,7 point. Le chômage partiel et technique en 2009 explique les deux tiers de cette hausse. De ce fait, c'est pour les ouvriers que l'augmentation du sous-emploi est la plus forte. Le temps partiel contraint augmente également puisque 27,7 % des personnes à temps partiel déclarent souhaiter travailler davantage en 2009 contre 26,7 % en 2008.

## Le nombre de chômeurs de 15 à 24 ans augmente de 27 %

En moyenne sur l'année 2009, 2,6 millions de personnes de 15 ans et plus sont au chômage au sens du BIT, soit 500 000 personnes de plus qu'en 2008 (*tableau 6*). La progression est la plus forte parmi les jeunes et les seniors : il y a, en 2009, 27 % de chômeurs de plus chez les 15-24 ans, 23 % chez les 25-49 ans et

26 % chez les 50 ans et plus. La part des chômeurs dans la population totale de 15 ans et plus est de 5,1 %. La part des chômeurs est plus élevée chez les 15-24 ans (8,6 %) et les 25-49 ans (7,3 %) que chez les 50 ans et plus (2,0 %). Les personnes de 25 à 49 ans se distinguent par leur taux d'activité très élevé, près de 90 %, à comparer à 36 % pour les 15-24 ans et 33 % pour les 50 ans et plus.

Le taux de chômage, qui rapporte le nombre de chômeurs au nombre d'actifs, est passé de 7,4 % à 9,1 % en un an. Le taux de chômage des 15-24 ans reste presque trois fois plus élevé que celui des 25-49 ans (23,7 % contre 8,2 %), et près de quatre fois plus élevé que celui des 50 ans et plus (23,7 % contre 6,1 %). Par ailleurs, la hausse du chômage n'a pas concerné toutes les catégories

socioprofessionnelles de la même manière. Entre 2008 et 2009, le nombre de chômeurs a augmenté plus fortement pour les professions intermédiaires (+ 36 %) que pour les employés (+ 19 %). Le nombre de chômeurs parmi les cadres et parmi les ouvriers a augmenté de façon similaire (+ 26 % et + 28 %). Les ouvriers, avec un taux de chômage de 13,2 %, restent bien plus exposés au chômage que les cadres (3,7 %) ou que les professions intermédiaires (5,3 %).

Il y a plus de chômeurs parmi les non-diplômés ou les diplômés du secondaire que parmi les diplômés du supérieur. Le diplôme joue encore son rôle protecteur. Toutefois, la hausse du chômage en 2009 a touché toutes les catégories. En 2009, le nombre de chômeurs de longue durée (plus d'un an) s'accroît de 130 000.

### 4 Ancienneté par secteur d'activité en 2009

en %

Secteur d'activité	Ancienneté par secteur		Ensemble (milliers)
	Moins d'un an <sup>1</sup>	10 ans ou plus <sup>1</sup>	
<b>Agriculture</b>	7,6	57,3	753
<b>Industrie</b>	7,2	50,2	3 777
<b>Construction</b>	11,4	30,5	1 793
<b>Tertiaire</b>	11,0	41,0	19 275
Commerce, réparations	12,8	34,3	3 381
Transports	8,5	47,6	1 323
Hébergement et restauration	21,0	21,6	902
Information et communication	14,3	31,4	719
Finance, assurances, immobilier	8,8	47,0	1 174
Sciences, techniques, services administratifs	13,2	32,4	2 096
Intérim <sup>2</sup>	-	-	419
Administration publique, éducation, santé, action sociale	8,4	51,9	7 630
Autres services	15,3	31,5	1 631
<b>Total<sup>3</sup></b>	<b>10,4</b>	<b>42,1</b>	<b>25 691</b>

1. L'ancienneté dans l'entreprise est inconnue pour 3,5 % des actifs ayant un emploi en 2009.

2. Les questions sur l'ancienneté dans l'entreprise ne sont pas posées aux intérimaires, dont l'employeur est l'agence d'intérim.

3. Le total inclut les personnes dont le secteur d'activité est inconnu. Elles sont 93 394 en 2009.

Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi vivant en France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Emploi du 1<sup>er</sup> au 4<sup>e</sup> trimestre 2009.

### 5 Hausse du sous-emploi de 0,7 point

	Taux de sous-emploi dans l'emploi total (%)		Actifs ayant un emploi (milliers)
	2008	2009	2009
<b>Ensemble</b>	<b>4,8</b>	<b>5,5</b>	<b>25 691</b>
Hommes	2,2	3,0	13 488
Femmes	7,7	8,3	12 203
<b>Catégorie socioprofessionnelle</b>			
Agriculteurs, artisans, commerçants et chefs d'entreprise	2,5	2,8	2 136
Cadres et professions intellectuelles supérieures	1,7	2,0	4 253
Professions intermédiaires	2,9	3,5	6 233
Employés	9,5	10,3	7 556
Ouvriers	3,8	5,2	5 512
<b>Âge</b>			
15-24 ans	8,8	10,1	2 070
25-49 ans	4,6	5,3	16 834
50 ans et plus	4,0	4,8	6 787

Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi vivant en France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Emploi du 1<sup>er</sup> trimestre 2008 au 4<sup>e</sup> trimestre 2009.



## 6 500 000 chômeurs de plus en 2009

en milliers et % de la population active

Chômage BIT	Chômeurs		Chômeuses		Total		Total en 2008	
	Milliers	%	Milliers	%	Milliers	%	Milliers	%
<b>Ensemble</b>	<b>1 318</b>	<b>8,9</b>	<b>1 259</b>	<b>9,4</b>	<b>2 577</b>	<b>9,1</b>	<b>2 069</b>	<b>7,4</b>
15-24 ans	366	24,6	275	22,5	641	23,7	507	19,1
25-49 ans	730	7,6	768	8,8	1 498	8,2	1 216	6,6
50 ans et plus	222	5,9	216	6,2	438	6,1	347	4,9
<b>Catégories socioprofessionnelles</b>								
Cadres et professions intellectuelles supérieures	99	3,7	67	3,8	166	3,7	130	3,0
Professions intermédiaires	174	5,3	174	5,2	348	5,3	257	4,0
Employés	162	8,5	560	8,8	722	8,7	607	7,4
Ouvriers	631	12,2	208	17,7	839	13,2	667	10,2
<b>Niveau de diplôme</b>								
Sans diplôme ou brevet	547	14,5	442	14,0	989	14,3	829	11,8
CAP, BEP	337	7,8	305	10,6	642	8,9	505	7,0
Baccalauréat	208	8,0	251	9,1	459	8,6	360	6,8
Bac + 2	99	5,4	119	5,3	217	5,4	164	4,3
Diplôme supérieur au Bac + 2	127	5,4	143	5,9	270	5,7	212	4,7
en milliers et % du nombre de chômeurs								
<b>Chômeurs depuis 1 an ou plus</b>	<b>469</b>	<b>35,6</b>	<b>444</b>	<b>35,3</b>	<b>913</b>	<b>35,4</b>	<b>783</b>	<b>37,9</b>
15-24 ans	103	28,2	66	24,1	170	26,5	126	24,9
25-49 ans	246	33,7	270	35,1	516	34,4	464	38,2
50 ans et plus	119	53,7	107	49,4	226	51,6	192	55,2
<b>Chômeurs depuis 2 ans ou plus</b>	<b>218</b>	<b>16,6</b>	<b>202</b>	<b>16,0</b>	<b>420</b>	<b>16,3</b>	<b>388</b>	<b>18,7</b>
15-24 ans	33	8,9	22	7,8	55	8,5	43	8,5
25-49 ans	113	15,5	122	15,8	235	15,7	225	18,5
50 ans et plus	72	32,3	58	26,9	130	29,6	118	34,1

Champ : population active de 15 ans ou plus, vivant en France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Emploi du 1<sup>er</sup> trimestre 2008 au 4<sup>e</sup> trimestre 2009.

Enfin, du fait de la récession, l'afflux de nouveaux chômeurs ayant été encore plus important, la proportion des chômeurs de longue durée parmi les chômeurs baisse de 2,5 points entre 2008 et 2009, pour atteindre 35,4 % en 2009. Cette proportion est plus forte parmi les plus de 50 ans que parmi les plus jeunes ; elle atteint 52 %, contre 34 % pour les 25-49 ans et 27 % pour les 15-24 ans.

### Source

L'enquête Emploi est réalisée en continu sur toutes les semaines de l'année pour la

métropole. Son échantillon est partiellement renouvelé chaque trimestre. Les résultats sont exploités chaque trimestre.

Au 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2009, l'enquête s'est déroulée auprès de 49 000 résidences principales ; 79 000 personnes ont répondu au questionnaire. Le 4<sup>e</sup> trimestre compte quant à lui près de 59 000 logements principaux enquêtés, soit 95 000 personnes répondantes.

Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2009, l'échantillon de l'enquête provenait du recensement de 1999. À partir du 4<sup>e</sup> trimestre 2011, l'échantillon sera entièrement issu du fichier de la Taxe d'habitation (TH) 2006, remis à jour annuellement afin d'ajouter des logements nouveaux. Entre ces deux dates, les deux bases de sondage coexistent, la deuxième venant augmenter et remplacer progressivement la première.

Dans cette phase transitoire, le nombre de logements enquêtés s'accroît progressivement dès le 2<sup>e</sup> trimestre 2010 et la taille de l'échantillon augmente de 50 % par rapport au 1<sup>er</sup> janvier 2009. Cette hausse permet notamment d'améliorer la précision des estimations produites à partir de l'enquête.

L'enquête Emploi est la seule source permettant de mesurer le chômage selon la définition préconisée par le Bureau international du travail (BIT)

### Définitions

**Chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT) :** personne en âge de travailler (conventionnellement 15 ans ou plus) qui : 1/ n'a pas travaillé au cours de la semaine de référence ; 2/ est disponible pour travailler dans les deux semaines et 3/ a entrepris des démarches effectives de recherche d'emploi ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

**Taux de chômage au sens du BIT :** nombre de chômeurs rapporté à la population active totale BIT (actifs ayant un emploi et chômeurs).

**Sous-emploi (BIT) :** situation d'une personne ayant un emploi à temps partiel, mais qui souhaite travailler plus d'heures sur une semaine donnée et qui est disponible pour le faire, qu'elle recherche un emploi ou non. Est également incluse dans le sous-emploi la personne ayant involontairement travaillé moins que d'habitude (chômage technique...).

### Bibliographie

« Chômage au sens du BIT et indicateurs sur le marché du travail (résultats de l'enquête Emploi) » *Informations rapides* n°296 - 2 décembre 2010.

« Une photographie du marché du travail en 2008 - résultats de l'enquête Emploi » *Insee Première* n° 1272 - décembre 2009.

« Le « halo » du chômage : entre chômage BIT et inactivité » *Insee Première* n° 1260 - octobre 2009.

« Aux frontières de l'emploi, du chômage et de l'inactivité » *Insee Première* n° 1207 - août 2008.

INSEE PREMIERE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr) (rubrique Publications)

Pour vous abonner aux avis de parution : <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=abonnements/liste-abonnements.htm>

### BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

À RETOURNER À : INSEE/CNGP, Service Abonnement - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 5  
Tél. : 03 22 97 31 70 Fax : 03 22 97 31 73

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIERE - Tarif 2011

Abonnement annuel :  81 € (France)  101 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_ Activité : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : \_\_\_\_\_ €.

Date : \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

Direction Générale :  
18, Bd Adolphe-Pinard  
75675 Paris cedex 14  
Directeur de la publication :  
Jean-Philippe Cotis  
Rédacteur en chef :  
Gilles Rotman  
Rédacteurs :  
L. Bellin, A.-C. Morin,  
C. Perrel, C. Pfister  
Maquette : Mireille Brunet  
Impression : Jouve  
Code Sage IP111331  
ISSN 0997 - 3192  
© INSEE 2011

